



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
GÉNÉRALE

TD/B/54/7
27 août 2007

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT

Cinquante-quatrième session

Genève, 1^{er}-11 octobre 2007

Point 2 de l'ordre du jour provisoire

Mondialisation et développement partagé

Note du secrétariat de la CNUCED

Résumé

La présente note met en lumière quelques questions d'actualité ayant trait aux orientations qui pourraient contribuer à ce que le processus de mondialisation soit plus solidaire et favorable aux pauvres. Ces questions ont été choisies dans l'optique de tirer parti de la chance offerte par les cinq années de croissance économique sans précédent qui se sont écoulées. La communauté internationale doit aujourd'hui faire face à deux grands enjeux: premièrement, elle doit s'efforcer de maintenir le taux de croissance actuel, afin de permettre à un nombre croissant de pays en développement de recueillir les fruits de la mondialisation; deuxièmement, elle doit veiller à ce que le processus de mondialisation soit plus solidaire et profite ainsi aux pays et aux secteurs de la population qui sont laissés pour compte. Les questions qui requièrent l'attention des décideurs touchent notamment à la politique commerciale, à l'intégration régionale, aux mécanismes financiers nouveaux et novateurs, au renforcement des capacités productives, aux chaînes mondiales de valeur, aux produits de base, aux changements climatiques et à l'environnement, ainsi qu'au rôle de l'aide, en particulier de l'aide au commerce.

I. INTRODUCTION: LA MONDIALISATION EST PLEINE DE PROMESSES

1. L'économie mondiale a connu une croissance sans précédent au cours des cinq dernières années. De nombreux pays en développement ont ainsi pu enregistrer des progrès économiques notables, atteignant un taux de croissance moyen de 5 à 6 %. En 2006, deux des 132 pays en développement seulement avaient vu leur revenu réel reculer, contre sept pays pendant la période allant de 2000 à 2005 et 13 au cours des cinq années précédentes. Des millions de personnes sont sorties de l'extrême pauvreté et de nombreux pays en développement ont aussi pu progresser vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

2. La croissance dynamique des pays en développement a été stimulée par l'intensification de la mondialisation sous la forme de flux commerciaux et de flux d'investissement. Depuis 1995, le commerce mondial de marchandises croît à un taux moyen annuel de 7,5 %. Le nouveau processus de mondialisation se caractérise par le rôle croissant que jouent les pays en développement: les exportations en chiffres réels de ces pays ont presque triplé entre 1996 et 2006, alors que celles des pays du G-7 n'ont augmenté que de 75 % environ. Dans ce domaine, l'Asie a clairement dominé le jeu, les pays en transition et l'Amérique latine arrivant en deuxième position, et l'Afrique affichant exactement la même augmentation que les pays du G-7. S'agissant des importations, l'écart entre les différentes régions est nettement moindre. Globalement, la part des pays en développement dans le commerce mondial est passée de 29 % en 1996 à 34 % en 2006.

3. L'augmentation soutenue des échanges Sud-Sud est un phénomène nouveau lié à ce qui précède. Par exemple, le commerce des marchandises Sud-Sud serait passé, selon les estimations, de 577 milliards de dollars en 1995 à 1 700 milliards de dollars en 2005, avec une augmentation de la part des exportations Sud-Sud dans les exportations mondiales de marchandises, qui s'est établie à 15 % en 2005 contre 11 % en 1995. Au cours des vingt dernières années, la part d'un certain nombre de pays émergents dans le commerce international de marchandises et de services s'est sensiblement accrue.

4. Une autre caractéristique intéressante de l'expansion actuelle est l'envolée de la demande et des prix des produits de base. Parmi les facteurs généralement responsables de ces hausses de prix, on peut citer l'industrialisation rapide des pays du Sud, surtout en Chine mais aussi en Inde et dans d'autres pays en développement émergents, et la demande accrue de biocarburants. Sous l'effet de la flambée des prix des produits de base, de nombreux pays en développement producteurs ont enregistré des excédents et ont vu leurs termes de l'échange s'améliorer de manière durable.

5. Ces tendances ont aidé des pays en développement à progresser vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Comme il est indiqué dans le *Rapport 2007 sur les objectifs du Millénaire pour le développement*, à travers le monde, le nombre de personnes vivant dans les pays en développement avec moins d'un dollar par jour est passé de 1,25 milliard en 1990 à 980 millions en 2004. La proportion de personnes en situation d'extrême pauvreté est passée de près d'un tiers de la population à 19 %. En fait, si les tendances actuelles se poursuivent, la plupart des régions réussiront à réduire de moitié la proportion de ces personnes. Des progrès ont aussi été enregistrés sur la voie de la réalisation de nombreux autres objectifs tels que l'amélioration de l'éducation – le taux d'inscription à l'école primaire est passé de 80 % en 1991 à 88 % en 2004, l'essentiel des progrès ayant été accompli depuis 1999. Sans surprise,

ils s'expliquent en grande partie par les avancées considérables enregistrées par les pays d'Asie du Sud et du Sud-Est au cours des dernières années.

II. POURTANT, LES BIENFAITS DE LA MONDIALISATION N'ONT PAS ENCORE PROFITÉ À TOUS

6. En dépit des résultats remarquables enregistrés par l'ensemble des pays en développement ces dernières années et les progrès cumulés accomplis en matière de développement, beaucoup d'entre eux, en particulier les PMA et d'autres pays à faible revenu, n'ont pas pu tirer parti d'un environnement qui était propice. Malgré la période de reprise des années 2003 à 2007, le taux de croissance par habitant en Afrique (3 % en moyenne) et dans les pays en développement d'Amérique (3,5 %) ne représentait que la moitié de celui de l'Asie de l'Est et du Sud (6,3 %). En outre, la reprise économique n'a pas eu le même effet de décollage dans tous les pays et certains d'entre eux sont restés tributaires des exportations de matières premières à faible valeur ajoutée. Ces pays souffrent d'une dégradation de leurs termes de l'échange, de la forte instabilité des prix mondiaux et de la diminution de leur part dans le commerce mondial. Par exemple, la part des exportations des 50 pays les moins avancés (PMA) est passée de 2,5 % en 1960 à 0,5 % environ en 1995, et s'est depuis stabilisée à ce niveau, même si la hausse des prix des produits de base a contribué à la porter à 0,8 % en 2006.

7. De plus, de nombreux pays, en particulier les pays les moins avancés et les pays en développement ou en transition à faible revenu ou à revenu intermédiaire, ne sont pas parvenus à utiliser la croissance pour véritablement réduire la pauvreté et améliorer le développement humain. Par exemple, malgré la reprise récente, la proportion de personnes vivant dans l'extrême pauvreté en Afrique subsaharienne (qui comprend 34 des 50 PMA) reste très élevée, puisqu'elle n'est passée que de 46,8 % en 1990 à 41,1 % en 2004. Compte tenu de l'accroissement rapide de la population, il s'ensuit que le nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour a en fait augmenté et commence à peine à se stabiliser. Même dans des pays en développement enregistrant une croissance plus rapide, certains secteurs de la population continuent d'être exclus des bienfaits de cette croissance. La pauvreté s'accroît en Asie occidentale, par exemple, et ne poursuit sa baisse que lentement en Amérique latine et dans les Caraïbes.

8. L'une des conséquences troublantes de la nouvelle phase de mondialisation est l'aggravation des inégalités, aussi bien à l'intérieur des pays qu'entre ceux-ci, pays développés et pays en développement confondus. Aujourd'hui, les 2 % les plus riches de la population adulte mondiale détiennent plus de la moitié du patrimoine des ménages. Par contre, les 50 % les moins riches n'en possèdent que 1 %¹.

9. La communauté internationale doit désormais faire face à deux grands enjeux. Premièrement, elle doit s'efforcer de maintenir le taux de croissance actuel, afin de permettre à un nombre croissant de pays en développement de recueillir les fruits de la mondialisation. Elle doit donc s'attaquer aux risques qui pèsent sur les perspectives de croissance tels que les déséquilibres mondiaux, les perturbations des marchés financiers, la poursuite de la hausse des prix de l'énergie et la lenteur de la mise au point de technologies de remplacement, ainsi que le

¹ Voir «Une mondialisation inclusive», *Rapport annuel 2007* du Programme des Nations Unies pour le développement.

retournement possible des prix des produits de base. Deuxièmement, elle doit veiller à ce que le processus de mondialisation soit plus solidaire. Si les pays enregistrant une croissance économique sont plus nombreux que jamais, maints pays en développement continuent d'être exclus. En outre, même dans les pays qui, dans l'ensemble, ont profité de cette évolution, certaines communautés ou certains secteurs de la population sont restés à l'écart.

10. La présente note traite du deuxième enjeu. Concrètement, pour promouvoir un développement partagé, il faut réduire la pauvreté, le chômage et le sous-emploi; intégrer les pays en retard dans les systèmes mondiaux de savoir et dans les chaînes mondiales de valeur; et veiller à ce que les communautés marginalisées aient accès au logement, à la santé, à l'éducation et à d'autres services sociaux, soient en mesure d'exercer leurs droits civiques, civils et politiques et soient à même de développer leurs «capacités et facultés»².

III. FACE À UNE TELLE SITUATION, ON PEUT FAIRE BEAUCOUP PLUS POUR PROMOUVOIR UNE MONDIALISATION PARTAGÉE ET FAVORABLE AUX PAUVRES

11. La présente section recense quelques-uns des principaux domaines d'action où des mesures doivent être prises pour rendre le processus de mondialisation plus solidaire. Les faits donnent à penser que, surtout en Afrique et dans les PMA, les taux de croissance actuels n'ont pas créé un nombre suffisant d'emplois pour contribuer à la réduction de la pauvreté. L'Organisation internationale du Travail (OIT) estime que 200 millions de personnes environ sont au chômage dans le monde, ce qui représente un tiers de la population active mondiale si la définition des chômeurs est élargie aux travailleurs qui sont sous-employés³. Le problème d'une croissance sans création d'emplois dans les pays tributaires de produits de base, par exemple, exige l'attention des décideurs. Ailleurs, l'emploi ou le sous-emploi est davantage lié à la baisse de la productivité ou à l'insuffisance des capacités productives. Dans les PMA, par exemple, où la main-d'œuvre devrait augmenter de manière sensible au cours des prochaines années⁴, les travailleurs agricoles ont davantage de mal à gagner leur vie en raison de la diminution de la taille des exploitations agricoles et de la croissance de la population. La faiblesse de l'investissement et de l'innovation dans l'agriculture entretient le cercle vicieux de la pauvreté, incitant les ruraux à chercher du travail dans le secteur urbain et non agricole, où les possibilités d'emploi sont pourtant très peu nombreuses.

12. En outre, l'objectif final n'est pas simplement de créer des emplois, mais des emplois suffisamment rémunérés qui permettent à leurs bénéficiaires de mener une vie plus épanouissante. Les grands domaines d'action ci-après méritent donc d'être examinés.

² Sen, Amartya (2000), *Development as Freedom*, New York: Knopf.

³ Sachs, Ignacy, «Inclusive development strategy in an era of globalization», ILO Working Paper No. 35, Genève, mai 2004, p. 4.

⁴ Voir le *Rapport 2006 sur les pays les moins avancés* (UNCTAD/LDC/2006).

A. Si l'accès est important, la politique commerciale doit accorder une attention croissante à d'autres questions

13. La poursuite de la libéralisation des biens et services dans le cadre du Cycle de Doha offre une chance importante de permettre à davantage de pays de tirer parti du commerce. S'il tient ses promesses en matière de développement, ce cycle peut commencer à corriger les actuels déséquilibres commerciaux. L'agriculture continue d'être l'épine dorsale des négociations, mais de nombreux pays à revenu intermédiaire étant déjà devenus des producteurs et exportateurs de biens manufacturés, le Cycle de Doha doit aussi avoir pour résultat de renforcer et d'élargir sensiblement l'accès réel des exportations des pays en développement aux marchés dans ces secteurs.

14. Parmi les autres domaines importants à examiner figure notamment la nécessité de libéraliser le commerce des services, notamment le mouvement des personnes physiques au titre du mode 4. Cela aurait un impact très grand et positif dans les pays en développement, en partie du fait du simple poids des services dans leur économie. On a estimé, par exemple, que les gains socioéconomiques découlant de la libéralisation du mouvement des travailleurs pourraient s'élever à 156 milliards de dollars des États-Unis par an à l'échelle mondiale si les pays développés relevaient de 3 % leur contingent de travailleurs de pays en développement admis. Une autre étude évalue à quelque 200 milliards de dollars par an les effets bénéfiques de la conception et de l'adoption, au niveau multilatéral, d'un mécanisme de visa de travail temporaire.

15. Il faudrait aussi se préoccuper de la mise en place croissante d'obstacles non tarifaires, aussi bien comme instruments de protection que comme moyens de réguler le commerce. La nature des obstacles non tarifaires les plus souvent appliqués a elle aussi évolué: les mesures visant à protéger les consommateurs locaux se développent, tandis que celles tendant à protéger les producteurs locaux ont régressé. Dans nombre de pays développés, la politique réglementaire met désormais l'accent sur la protection de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité, et comporte souvent des normes plus exigeantes pour le marché intérieur que les normes internationales en vigueur. Ces réglementations peuvent contribuer à assurer des prix plus élevés aux exportateurs de pays en développement, mais elles ouvrent aussi la voie à des abus protectionnistes et alourdissent souvent les coûts de mise en conformité. Certaines subventions nationales actuellement autorisées peuvent avoir pour effet de fausser les échanges.

B. L'intégration régionale comme tremplin vers les marchés et les alliances multilatérales

16. Outre la poursuite de la libéralisation du commerce dans le système multilatéral, l'intégration régionale stratégique est un moyen de progresser. L'investissement et le commerce Sud-Sud deviennent de nouvelles forces importantes dans l'économie mondiale et peuvent avoir des effets considérables. Par exemple, les accords Sud-Sud peuvent stimuler rapidement la production, la consommation et le commerce au niveau régional, et contribuer à renforcer la position des pays en développement dans les accords Sud-Nord⁵. D'autres domaines prometteurs

⁵ Voir *Rapport 2007 sur le commerce et le développement* (UNCTAD/TDR/2007).

susceptibles de retenir l'attention des décideurs au niveau régional sont les suivants: facilitation du commerce et du transit, infrastructure de transport, projets d'investissement dans la distribution d'énergie et d'eau, projets de développement industriel et de recherche-développement, et dysfonctionnements du système financier international. Les initiatives prises dans ces domaines sont souvent trop coûteuses et risquées pour un seul pays en développement, mais elles peuvent être viables si plusieurs pays mettent en commun leurs ressources.

C. Mise au point de mécanismes financiers nouveaux et novateurs

17. Il faut non seulement rechercher les moyens de stimuler les bienfaits de l'investissement étranger direct, mais aussi s'efforcer de déceler des mécanismes financiers novateurs et nouveaux pour aider à mobiliser les ressources locales et mondiales. Il s'agit notamment d'améliorer l'accès aux capitaux pour les petites entreprises et les pauvres en réduisant les coûts de l'asymétrie de l'information et en incorporant des produits tels que microassurances et microfinancements. Il faut continuer d'étudier d'autres instruments nouveaux qui peuvent accroître les ressources financières, notamment celles provenant de nouveaux pays enregistrant des excédents de capitaux. L'essor de certaines formes d'investissement Sud-Sud peut aider à rendre la mondialisation plus solidaire, et il est nécessaire de disposer de davantage d'informations sur les incidences de la hausse des investissements de portefeuille dans les pays en développement.

18. Il faut aussi mettre en place une stratégie afin de veiller à ce que les pays en développement participent sur un plus grand pied d'égalité aux marchés mondiaux de crédit. Le coût des capitaux sur les marchés mondiaux est généralement plus faible que celui des prêts aux chefs d'entreprise des pays en développement. Les décideurs doivent s'efforcer de trouver de nouveaux mécanismes pour améliorer l'information sur les marchés et de réduire les frais élevés de transaction qui peuvent faire obstacle aux plans d'entreprise viables.

19. Une autre question à examiner a trait aux possibilités de mettre en place un mécanisme mondial de surveillance et de coordination visant à réduire la probabilité et le coût de la survenue de crises financières liées à la vulnérabilité systémique des marchés financiers mondiaux. Celles-ci peuvent avoir des effets particulièrement dévastateurs sur les pauvres, qui ne sont pas en mesure de résister financièrement.

D. Renforcement des capacités productives

20. Afin de participer pleinement à l'économie mondiale, les pays en développement doivent d'abord disposer de capacités productives et devenir plus compétitifs. Cela dépend en partie des ressources naturelles dont un pays est doté, mais aussi, de plus en plus dans l'économie mondiale moderne, des avantages créés ayant trait à l'infrastructure, au capital humain, aux qualifications, aux ressources et au savoir. Le manque crucial de transports, de télécommunications et d'infrastructure énergétique dans de nombreux pays en développement exige l'adoption de mesures diverses, notamment en matière de partenariats public-privé, d'investissement étranger direct et de mobilisation des ressources nationales⁶. L'une des difficultés pour parvenir à

⁶ Voir *Le développement économique en Afrique: Retrouver une marge d'action* (UNCTAD/ALDC/AFRICA/2007).

une croissance plus solidaire est que les mécanismes de recouvrement des dépenses d'investissement réalisées dans les infrastructures essentielles et les services publics de distribution peuvent être démesurément préjudiciables aux pauvres, d'où la nécessité de trouver des modalités nouvelles de financement et de prestation de services.

21. Le perfectionnement des compétences et la formation sont un autre moyen important de contribuer à la création d'une économie mondiale plus solidaire. Aussi bien dans l'agriculture que dans les autres secteurs, des mesures doivent être envisagées pour aider à appliquer de nouvelles techniques productives, à réaliser des investissements dans l'innovation et la recherche-développement, à améliorer l'entrepreneuriat, à dispenser une formation en matière de gestion et de commercialisation. Les pays développés et les pays en développement n'ont pas encore étudié pleinement comment stimuler les compétences et la technologie grâce à des mécanismes tels que l'investissement étranger direct, les partenariats mondiaux en matière de savoir, les initiatives public-privé, voire la politique de migration.

E. Création de synergies grâce aux chaînes mondiales de valeur

22. Des synergies importantes peuvent exister entre de grandes entreprises modernes (produisant souvent pour l'exportation) et de petites entreprises locales, mais elles ne se produisent pas automatiquement et doivent donc parfois être directement visées par la politique industrielle. C'est dans les nouveaux secteurs économiques dynamiques tels que le tourisme que cette tendance est la plus manifeste. Les communautés locales ne savent pas toujours très bien comment elles peuvent s'insérer dans les chaînes mondiales de valeur. Toutefois, certains secteurs de services, en particulier ceux où les processus de production sont longs et intersectoriels, offrent de nombreuses possibilités aux entreprises locales de participer plus pleinement à ces chaînes à condition de mettre en œuvre une politique de facilitation. La promotion de liens bénéfiques grâce à la passation de marchés et à la création d'emplois peut exiger l'adoption de politiques publiques volontaristes venant s'ajouter aux orientations et pratiques des entreprises et des organisations industrielles en matière de responsabilité sociale.

F. Produits de base: chances et risques

23. Les pays tributaires de produits de base ont davantage de raisons historiques d'être exclus des bienfaits de la mondialisation que les pays dont les ressources sont plus diversifiées. Sur 144 pays en développement, 86 dépendent de ce type de produits à hauteur de plus de la moitié de leurs recettes d'exportation. Par le passé, la baisse et la forte instabilité des prix des principaux produits de base ont rendu cette dépendance particulièrement problématique, mais l'envolée actuelle des prix due à la demande des pays émergents a ouvert de nouvelles perspectives aux pays dotés de réserves⁷. Les questions qui attirent l'attention de la communauté internationale portent notamment sur: la nécessité de trouver de nouveaux mécanismes d'investissement plus avantageux pour les pays d'accueil; les moyens d'accroître la transparence et la responsabilité dans les modalités de versement des recettes internationales du secteur; et, à cet égard, l'impératif pour les gouvernements des pays d'accueil d'utiliser leurs recettes de manière judicieuse et de façon à aboutir à une répartition plus équitable pour les pauvres. En outre, les pays tributaires de produits de base s'efforcent de diversifier davantage

⁷ Voir *World Investment Report 2007* (UNCTAD/WIR/2007).

leur économie dans les activités en amont et en aval de ce secteur telles que la distribution et les activités de transformation à plus forte valeur ajoutée.

G. Changements climatiques et environnement: préoccupations et enjeux

24. Les inquiétudes croissantes concernant les changements climatiques, la biodiversité et l'environnement se traduisent par un certain nombre de mesures visant les pays en développement comme les pays développés. On est peut-être en train de repenser la politique industrielle, ce qui a des répercussions particulières sur les pays en développement: par exemple, on peut se demander si la trajectoire traditionnelle consistant à passer de l'agriculture aux activités manufacturières, puis aux services doit être suivie de manière servile, ou s'il est possible de sauter les étapes qui mènent à une économie diversifiée plus propre et plus écologique. Dans d'autres domaines, la recherche de technologies nouvelles plus propres peut avoir des conséquences positives pour les pays en développement si, par exemple, l'accroissement de la recherche-développement aboutit à des approches ou à des instruments qui réduisent les coûts de la prestation de services d'infrastructure aux communautés de contrées reculées ou lointaines. Pour tirer parti des possibilités qui s'offrent, de nombreux pays en développement doivent aussi prendre des mesures positives, par exemple, pour se conformer aux normes élevées de certification exigées dans l'agriculture biologique, ou pour améliorer la notoriété et la commercialisation de produits à forte valeur issus de la biodiversité.

H. Nécessité d'une aide plus solidaire

25. Ces dernières années, les pays donateurs axent de plus en plus leur aide publique au développement sur l'aide d'urgence et les services sociaux tels que l'éducation et la santé. D'après les travaux de recherche que la CNUCED a menés récemment, ces contributions importantes doivent être complétées par une approche plus stratégique reconnaissant que pour assurer une croissance économique viable à long terme, les donateurs doivent investir dans les capacités productives, notamment le savoir, la science et la technologie ainsi que le développement des entreprises⁸.

26. L'aide au commerce est, au niveau mondial, un exemple d'approche susceptible de contribuer à un développement économique favorable aux pauvres et plus solidaire. Malgré la multiplication des possibilités d'accès aux marchés, la participation de nombreux pays en développement aux marchés mondiaux peut être entravée par des contraintes pesant sur l'offre ou par le manque d'infrastructures. L'aide au commerce pourrait contribuer à résoudre ces problèmes. Les dirigeants des pays développés doivent tenir leurs promesses, une fois qu'ils se seront entendus sur le cadre idoine pour recenser et mettre en œuvre les moyens d'action les plus efficaces.

27. Les décideurs doivent s'efforcer de déterminer les domaines les plus cruciaux où les ressources provenant de l'aide au commerce pourraient être utilisées de la manière la plus efficace possible. Il faut procéder à une évaluation de la situation de chaque pays et de chaque secteur, afin de recenser et de classer par ordre de priorité les domaines les plus importants où l'aide est plus pertinente que l'investissement privé. À cette fin, il faudra probablement tenir

⁸ Voir *Rapport 2006 sur les pays les moins avancés* (UNCTAD/LDC/2006).

compte d'éléments tels que le caractère de bien public, les frais de transaction, l'asymétrie de l'information, le risque et l'incertitude. Les frais de transport, par exemple, sont un facteur de compétitivité de plus en plus important. Dans les pays sans littoral, ils constituent un obstacle qui peut être trois fois plus grand que les obstacles tarifaires rencontrés par les pays développés; toutefois, même pour les pays dotés de bonnes installations portuaires, le coût du respect de normes internationales de sûreté et de sécurité plus strictes peut être démesurément élevé. Les capitaux nécessaires sont souvent trop importants pour les gouvernements des pays en développement et comme de nombreuses infrastructures ont la qualité de bien public, il est peu probable que le secteur privé, à lui tout seul, réponde aux besoins. Un autre domaine notable dans lequel l'aide au commerce aurait des chances d'être efficace a trait au financement de la recherche-développement, activité qui peut être cruciale pour que les PMA accroissent l'innovation, la productivité et la valeur ajoutée dans l'agriculture et les autres secteurs. Même dans les pays développés, la recherche-développement est onéreuse, risquée et caractérisée par l'incertitude, et elle doit souvent être financée en partie, sinon en totalité, par l'investissement public plutôt que par l'investissement privé.

IV. CONCLUSION

28. La présente note a mis en lumière certaines questions d'actualité ayant trait aux orientations qui pourraient contribuer à promouvoir un processus de mondialisation plus solidaire et favorable aux pauvres en saisissant la chance offerte par la croissance économique sans précédent enregistrée au cours des cinq dernières années. Il faut adopter une stratégie plus mesurée et cohérente pour veiller à ce que les bienfaits de la mondialisation soient plus largement partagés et puissent ainsi contribuer à réduire l'écart existant entre ceux qui en ont profité et ceux qui n'ont pas encore pu le faire.
